

TRANSATLANTIC TRENDS

PRINCIPAUX RESULTATS 2006



TRANSATLANTIC TRENDS

Transatlantic Trends 2006 Partenaires

G | M | F The German Marshall Fund
of the United States
STRENGTHENING TRANSATLANTIC COOPERATION

COMPAGNIA
d i S a n P a o l o

FUNDAÇÃO
LUSO-AMERICANA

Fundación **BBVA**

 the tipping point foundation

TABLE DES MATIÈRES

<i>Principaux Résultats 2006</i>	3
<i>1ère partie : Les principales tendances des relations transatlantiques</i>	5
<i>2ème partie : Défis et menaces à l'ordre du jour international</i>	7
<i>3ème partie : La promotion de la démocratie</i>	14
<i>4ème partie : Une période d'introspection en Europe</i>	17
<i>5ème partie : Conclusion</i>	22
<i>Notes</i>	23



TRANSATLANTIC TRENDS

Principaux Résultats 2006

Cinq ans après le 11 septembre 2001, l'image des Etats-Unis dans le monde souffre toujours de l'impact particulièrement négatif de la guerre en Irak. Pourtant, en orientant les relations transatlantiques vers les défis et les menaces internationales, des efforts de rapprochement ont été tentés au niveau officiel. Le sous-secrétaire d'Etat américain pour l'Europe, Daniel Fried, a déclaré l'automne dernier : «la relation entre les Etats-Unis et l'Europe est moins centrée sur elle-même... et davantage sur le travail qui l'attend» De même, le président de la Commission européenne José Manuel Barroso a récemment fait remarquer que «les relations entre l'Union européenne et les Etats-Unis se sont considérablement renforcées au cours de l'année dernière, et nous travaillons systématiquement de concert sur les défis communs dans les domaines économique, politique et environnemental.» *Transatlantic Trends*, enquête réalisée pour la cinquième année consécutive entend cette année étudier si, et selon quels mécanismes, cet esprit de coopération au niveau officiel trouve un écho dans les opinions publiques américaine et européenne sur une série de menaces et d'enjeux de politique internationale.

La coopération entre les Etats-Unis et l'Union européenne (représentée ici par la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni) pour empêcher le développement du programme nucléaire en Iran est sans doute l'exemple le plus frappant d'une meilleure coopération politique. Les Etats-Unis et l'Union européenne ont également coopéré étroitement l'année dernière dans les Balkans, en Biélorussie et au Soudan. Dans le même temps, le débat public des deux côtés de l'Atlantique a porté sur les allégations relatives à l'existence de prisons secrètes de la CIA en Europe, la violence permanente en Irak et les inquiétudes sur la situation des droits de l'homme dans le centre de détention de Guantanamo Bay, à Cuba. L'attaque récemment déjouée contre des vols transatlantiques partant de Londres pose les questions suivantes: «Existe-t-il un fossé entre la perception que les Américains et les Européens se font de la menace que représentent le terrorisme international et le fondamentalisme islamique? Sont-ils prêts à faire les mêmes concessions en terme de libertés civiles lorsqu'on leur demande d'accorder ou non plus de pouvoir à leurs gouvernements respectifs dans la lutte contre le terrorisme? Que pensent-ils que leur gouvernement devrait faire

face à la menace nucléaire en Iran, surtout en cas d'échec de la diplomatie? Comment voient-ils le pouvoir grandissant de la Chine ou la montée de l'immigration dans leurs pays? Ont-ils toujours une opinion favorable de l'OTAN, en particulier dans la perspective du sommet de cet automne sur l'avenir de l'organisation? Comment Américains et Européens envisagent-ils la promotion de la démocratie et ses chances de réussite au Moyen-Orient, au regard de l'instabilité permanente de cette région ?

L'avenir de la coopération transatlantique dépend en partie des évolutions internes aux Etats-Unis et en Europe. *Transatlantic Trends* étudie les différences d'opinion aux Etats-Unis, entre les Démocrates et les Républicains au sujet de l'Iran, de la promotion de la démocratie et des libertés civiles dans la perspective des prochaines élections de mi-mandat. Malgré le rejet du traité constitutionnel en France et aux Pays-Bas en 2005, le soutien en faveur d'un fort leadership de l'Union européenne dans les relations internationales et de la création d'un poste de Ministre des Affaires étrangères de l'Union européenne reste fort dans tous les pays européens. Contrairement aux craintes d'une «fatigue de l'élargissement», les résultats de l'enquête suggèrent que les Européens voient des avantages à l'extension des frontières de l'Union européenne. Mais les Européens restent divisés sur la question du renforcement, ou non, de la puissance militaire de l'Union européenne, et ambivalents quant à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. L'enquête de cette année comprend deux nouveaux pays, la Roumanie et la Bulgarie, qui pourraient rejoindre l'Union européenne dès 2007. Dans le contexte d'une instabilité et d'une violence croissantes aux frontières moyen-orientales de la Turquie, l'enquête prête également une attention particulière à ce pays, qui semble se détourner des Etats-Unis et de l'Europe.

Transatlantic Trends est une étude annuelle détaillée des opinions publiques américaine et européenne. Le sondage a été réalisé aux Etats-Unis et dans douze pays européens: l'Allemagne, la Bulgarie, l'Espagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Slovaquie et la Turquie. Cette étude est un projet du German Marshall Fund of the United States et de la Compagnia di San Paolo, mené avec le soutien de la Fundação

¹ Foreign Press Center Briefing, New York, 19 septembre 2005. <http://fpc.state.gov/fpc/53530.htm>

² Sommet UE - Etats-Unis, Vienne 2006. http://ec.europa.eu/comm/external_relations/us/sum06_06/index.html

Luso-Americana, de la Fundación BBVA et de la Tipping Point Foundation

le gouvernement, les Américains y étant plus opposés que les Européens.

Principales conclusions de l'enquête :

- Une large majorité d'Américains et d'Européens convient de la gravité des menaces internationales. Au cours de l'année dernière, l'augmentation la plus importante est celle du nombre de personnes qui considèrent le fondamentalisme islamique comme une menace «extrêmement importante», surtout au Royaume-Uni, où l'augmentation est de 22 points.
- Alors que le soutien au leadership de l'Union européenne dans les affaires internationales est resté fort depuis 2002, les Européens sont divisés quant aux implications d'un rôle plus important sur la scène internationale, avec 46% qui estiment que l'Union européenne doit augmenter sa puissance militaire et 51% qui ne sont pas d'accord.
- Soixante-cinq pour cent des Européens pensent que l'Union européenne devrait avoir son propre ministre des Affaires étrangères, l'une des principales réformes proposées dans le traité constitutionnel.
- Soixante-dix-neuf pour cent des Américains et 84% des Européens trouvent que les efforts consentis pour empêcher l'Iran d'obtenir l'arme nucléaire devraient continuer, contre seulement 15% des Américains et 5% des Européens qui considèrent l'action militaire comme étant la meilleure solution.
- Si les initiatives diplomatiques face à l'Iran échouent, 53% des Américains qui soutiennent les efforts pour empêcher l'Iran d'obtenir l'arme nucléaire se déclarent en faveur d'une action militaire, contre 45% d'Européens. Toutefois, en France, 54% des personnes interrogées soutiendraient une action militaire en cas d'échec des initiatives diplomatiques.
- On observe un large consensus entre Européens et Américains quant au compromis à trouver entre respect des libertés civiles et lutte anti-terroriste. Ils s'opposent à l'extension des prérogatives du gouvernement en terme d'écoutes téléphoniques, mais soutiennent une plus grande surveillance des communications Internet, ainsi que l'installation de caméras de surveillance dans les lieux publics. L'opinion des Américains et des Européens interrogés diverge sur la question d'un contrôle accru des transactions bancaires par le gouvernement, les Américains y étant plus opposés que les Européens.
- Aux Etats-Unis, les personnes interrogées sont divisées sur la question des libertés civiles, avec une majorité de Démocrates s'opposant à accroître les pouvoirs du gouvernement en terme d'écoutes téléphoniques, de contrôle des communications sur Internet et des transactions bancaires dans le cadre de la lutte anti-terroriste, contrairement à une majorité de Républicains. Néanmoins, Démocrates et Républicains soutiennent un pouvoir accru du gouvernement pour installer des caméras de surveillance dans les lieux publics.
- Cinquante-six pour cent des Américains et des Européens estiment que les valeurs de l'islam ne sont pas compatibles avec celles de la démocratie. Mais pour la majorité d'entre eux, le problème est lié à des groupes islamiques particuliers, et non pas à l'Islam en général. Soixante-six pour cent de Démocrates et 59% de Républicains sont du même avis.
- Le soutien européen à l'OTAN est passé de 69% en 2002 à 55% en 2006, avec une baisse importante en Allemagne, Italie, Pologne et Turquie, pays traditionnellement perçus comme de solides partisans de l'OTAN.
- Soixante-trois pour cent des Européens pensent que l'élargissement futur de l'Union européenne l'aidera à jouer un rôle plus important sur la scène internationale et 62% estiment que l'élargissement favorisera la paix et la démocratie à ses frontières.
- Les sentiments de la Turquie à l'égard des Etats-Unis et de l'Europe se sont refroidis, alors que la Turquie se rapproche de l'Iran. Sur un thermomètre gradué de 1 à 100, l'intensité des sentiments turcs envers les Etats-Unis a baissé de 28 degrés en 2004 à 20 en 2006, et envers l'Union européenne de 52 degrés à 45. Au cours de la même période, les sentiments turcs envers l'Iran sont passés de 34 à 43 degrés.

³ Sauf mention contraire, les pourcentages pour l'ensemble de l'Europe font référence aux douze pays de l'enquête (E12), sauf dans les sections un, trois et quatre, où nous analysons les tendances à long terme, et les questions où nous examinons les opinions des actuels Etats membres de l'Union européenne.



TRANSATLANTIC TRENDS

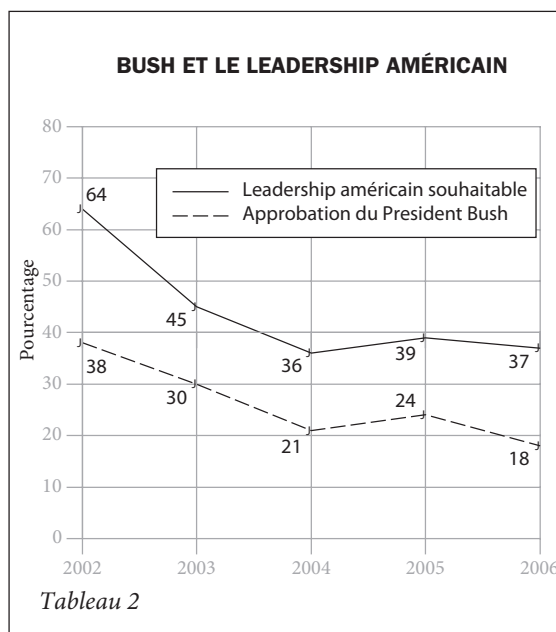
1ère partie : Les principales tendances des relations transatlantiques

Bien que les décideurs politiques américains et européens témoignent d'une amélioration des relations officielles au cours de l'année dernière, la plupart des observateurs affirment que l'image des Etats-Unis et du président Bush dans l'opinion publique européenne n'a pas changé depuis sa forte opposition à la guerre en Irak en 2003. L'élection d'Angela Merkel au poste de chancelier allemand a certes modifié la teneur des relations germano-américaines. Cependant, les visites chaleureuses d'Angela Merkel à Washington, et l'accueil favorable du président Bush en Allemagne, ont été ternis par les inquiétudes persistantes concernant les allégations selon lesquelles un citoyen allemand aurait été restitué à l'Allemagne par la CIA et le traitement des prisonniers du centre de détention de Guantanamo Bay.

Comment l'opinion publique a-t-elle réagi à l'amélioration des relations officielles en Europe et aux Etats-Unis? La vision négative du Président Bush en Europe a-t-elle entraîné, comme certains l'avaient prévu, une dégradation de l'image des Etats-Unis en général? Y-a-t-il un impact sur la vision de l'OTAN?

DÉCLIN PERSISTANT DE L'IMAGE DES ETATS-UNIS DEPUIS 2002

La proportion des Européens favorables à un fort leadership des Etats-Unis dans les affaires internationales s'est inversée depuis 2002, passant de 64% en 2002 à 37% cette année. Ils étaient 31 % à y être défavorables en 2002 et sont 57 % en 2006. Le renversement le plus frappant a lieu en Allemagne, passant de 68% de personnes favorables en 2002 à 43% en 2006. Les chiffres restent pratiquement inchangés depuis 2004. Seuls trois pays européens enregistrent davantage d'opinions favorables que défavorables : les Pays-Bas (51% d'opinions favorables contre 44% d'opinions défavorables), la Roumanie (47% d'opinions favorables contre 35% d'opinions défavorables) et le Royaume-Uni (48% d'opinions favorables contre 45% d'opinions défavorables). De même, lorsqu'on demande aux Européens d'évaluer l'intensité de leur sentiment envers les Etats-Unis sur une échelle graduée de 1 à 100, on passe de 64 degrés en 2002 à 51 en 2006. (Voir tableau 1).



⁴ Voir *America Against the World: How we are different and why we are disliked*, Andrew Kohut et Bruce Stokes, New York: Times Books, 2006.

LES EUROPÉENS CONTINUENT DE FAIRE LA DISTINCTION ENTRE LEUR VISION DU PRÉSIDENT BUSH ET CELLE DES ETATS-UNIS

Les Européens continuent de distinguer leur jugement sur le Président Bush de leur vision des Etats-Unis en général. En Europe, l'approbation de l'action du Président Bush en matière de politique étrangère a chuté de 38% en 2002 à 18% en 2006, ce qui représente 19 points de pourcentage de moins que les 37 % d'opinion favorables à un fort leadership américain dans les affaires internationales. Cette différence de 19 points est restée quasiment constante depuis cinq ans. Les attitudes négatives à l'égard du président Bush se sont également multipliées aux Etats-Unis où, pour la première fois depuis 2002, les Américains sont plus nombreux à désapprouver (58%) qu'à approuver (40%) sa politique internationale. Comme on pouvait s'y attendre, un nombre beaucoup plus élevé de Démocrates (83%) que de Républicains (19%) la désapprouvent. Le pourcentage d'opinions défavorables a toutefois augmenté dans les deux camps. (Voir tableau 2, page 5)

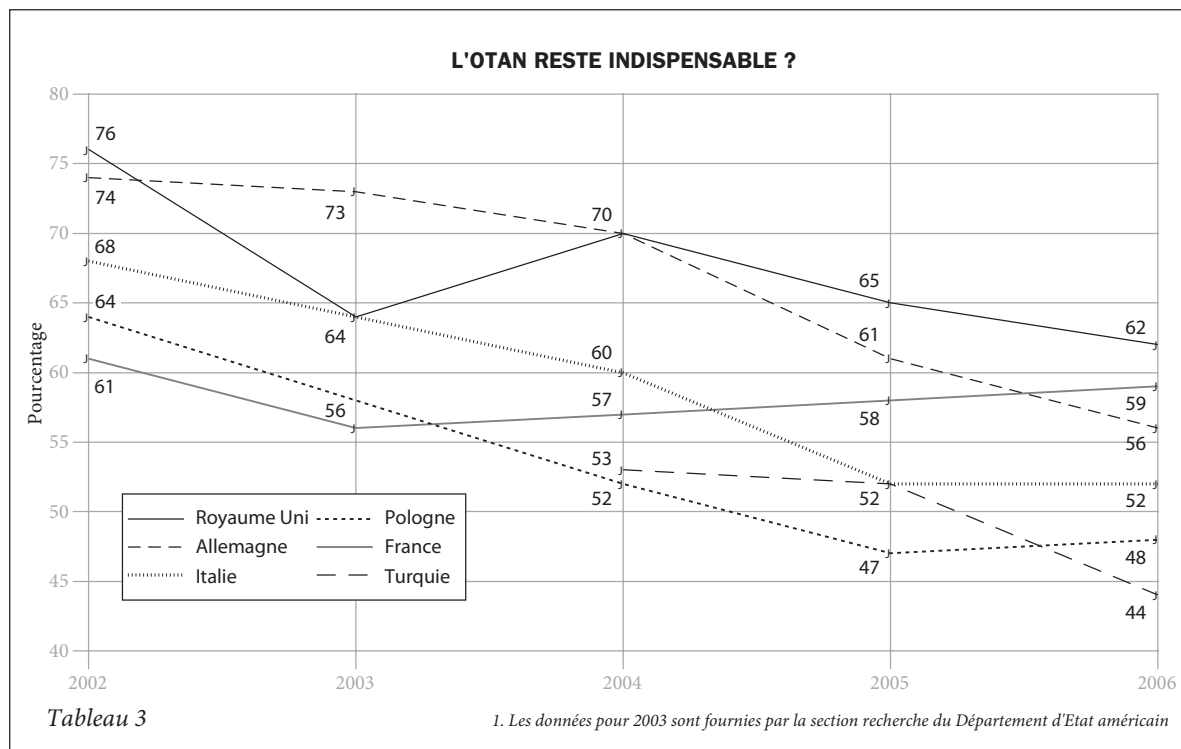
LE SOUTIEN EUROPÉEN À L'OTAN DIMINUE

Le pourcentage d'Européens qui pensent que l'OTAN est essentielle à la sécurité de leur pays diminue chaque année depuis 2002, passant de 69% en 2002 à 55% en 2006. Les baisses les plus significatives sont enregistrées dans des pays traditionnellement réputés pour être de grands partisans de l'OTAN. En Allemagne, le soutien a diminué de 74% en 2002 à 56% en 2006 et en Italie, le

soutien a diminué de 68% en 2002 à 52% en 2006⁶. En Pologne, le soutien a chuté de 64% en 2002 à 48% en 2006 et en Turquie, de 53% en 2004 à 44% en 2006. Aux Etats-Unis, le soutien à l'OTAN a augmenté de 56% en 2002 à 61% en 2006. (Voir tableau 3.)

LES EUROPÉENS VEULENT ÊTRE PLUS INDÉPENDANTS, LES AMÉRICAINS COMMENCENT À ACQUIESCER

Une majorité d'Européens (55%) sont favorables à une approche plus indépendante de la sécurité et des affaires diplomatiques (comparé à 50% en 2004). Si le pourcentage d'Américains qui souhaitent un renforcement du partenariat est le plus élevé, il a néanmoins baissé de 60% en 2004 à 45% en 2006. Le pourcentage de ceux qui désirent une approche plus indépendante a augmenté de 20% en 2004 à 30% en 2006. En Europe, la Roumanie (51%) et la Pologne (41%) sont les plus favorables à des relations plus étroites. La France et l'Italie sont les seuls pays où le soutien à des relations plus étroites a progressé depuis l'année dernière, avec la France qui affiche une progression de neuf points (à 30%) et l'Italie une progression de six points (à 35%).



⁵ Transatlantic Trends n'a pas fait de sondage en Turquie avant 2004.

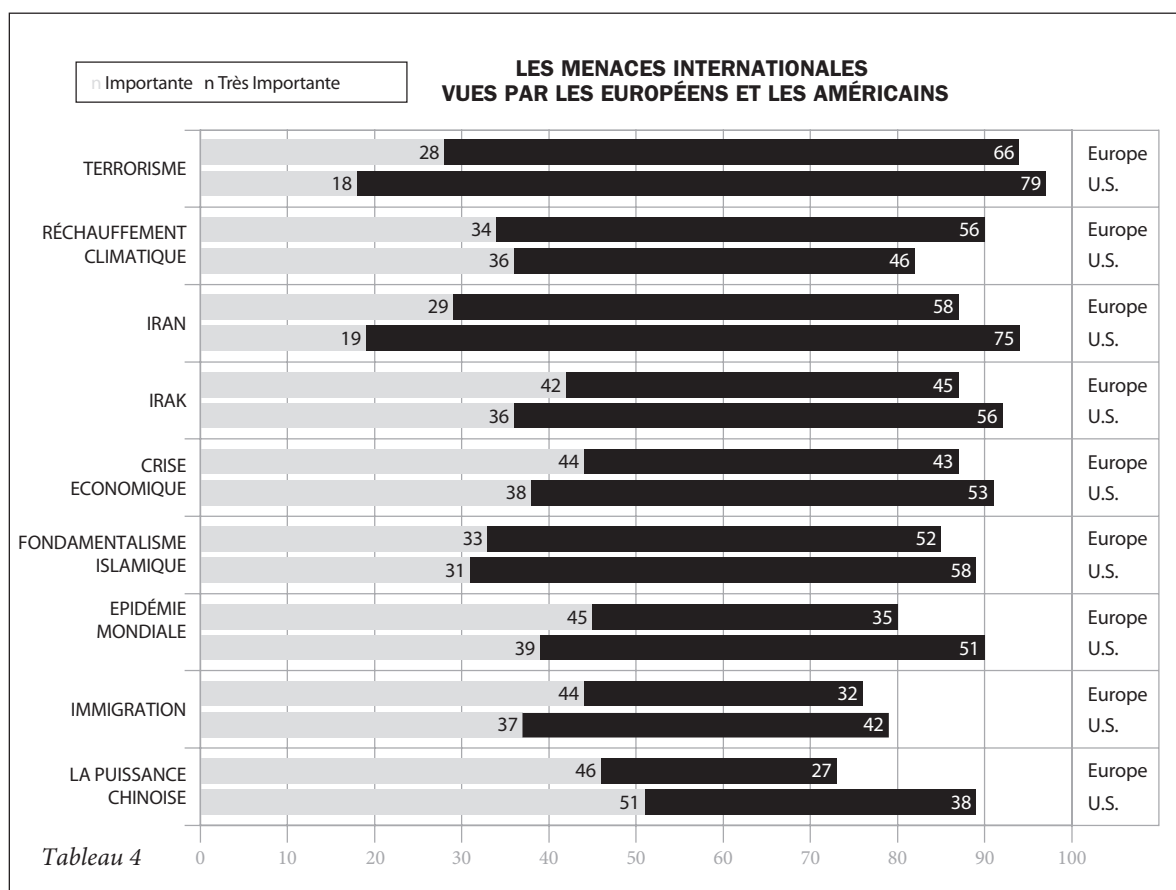


TRANSATLANTIC TRENDS

2ème partie : Défis et menaces à l'ordre du jour international

Javier Solana, Haut Représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère et de sécurité commune, et Secrétaire général du Conseil de l'Union européenne, s'est récemment exprimé sur l'agenda transatlantique en soulignant que «ce que [nous] avons commencé à envisager, c'est la façon de résoudre ensemble les nombreux problèmes à l'ordre du jour international». Pour autant, les Américains et les Européens voient-ils le monde d'aujourd'hui de la même façon? Après des années de divergences sur le programme nucléaire de l'Iran, les Etats-Unis et l'Union européenne (représentée ici par la France, l'Allemagne

et le Royaume-Uni) se sont accordés sur une position transatlantique commune l'année dernière, ce qui a permis de transformer la situation. Les préoccupations liées au terrorisme international et au fondamentalisme islamique se sont à nouveau accentuées à la suite de l'attentat dans le métro de Londres en juillet dernier, les attaques d'ambassades et de consulats européens au Moyen-Orient suite à la publication par un journal danois de dessins satiriques du prophète Mahomet et le complot récemment déjoué visant à faire exploser des avions au-dessus de l'Atlantique. Ce chapitre étudie les différentes options possibles



⁶ Discours au 'Brussels Forum' 2006, 28 avril 2006, http://www.gmfus.org/brusselsforum/template/transcript_detail.cfm?id=2

pour le dossier iranien et leur impact sur l'opinion publique. Nous étudions également les attitudes des Américains et des Européens à l'égard de l'immigration, du réchauffement de la planète, du déclin économique et de la montée en puissance de la Chine. La perception des menaces soulève des questions sur la façon de les affronter, particulièrement en ce qui concerne l'arbitrage entre lutte anti-terroriste et respect des libertés civiles, question complexe mêlant différentes traditions, institutions et décisions politiques. Les perspectives de coopération transatlantique dépendront en partie de l'évolution de la situation au sein même des Etats-Unis et de l'Europe, c'est pourquoi nous mettons en lumière les divergences d'opinion tant en Europe qu'aux Etats-Unis.

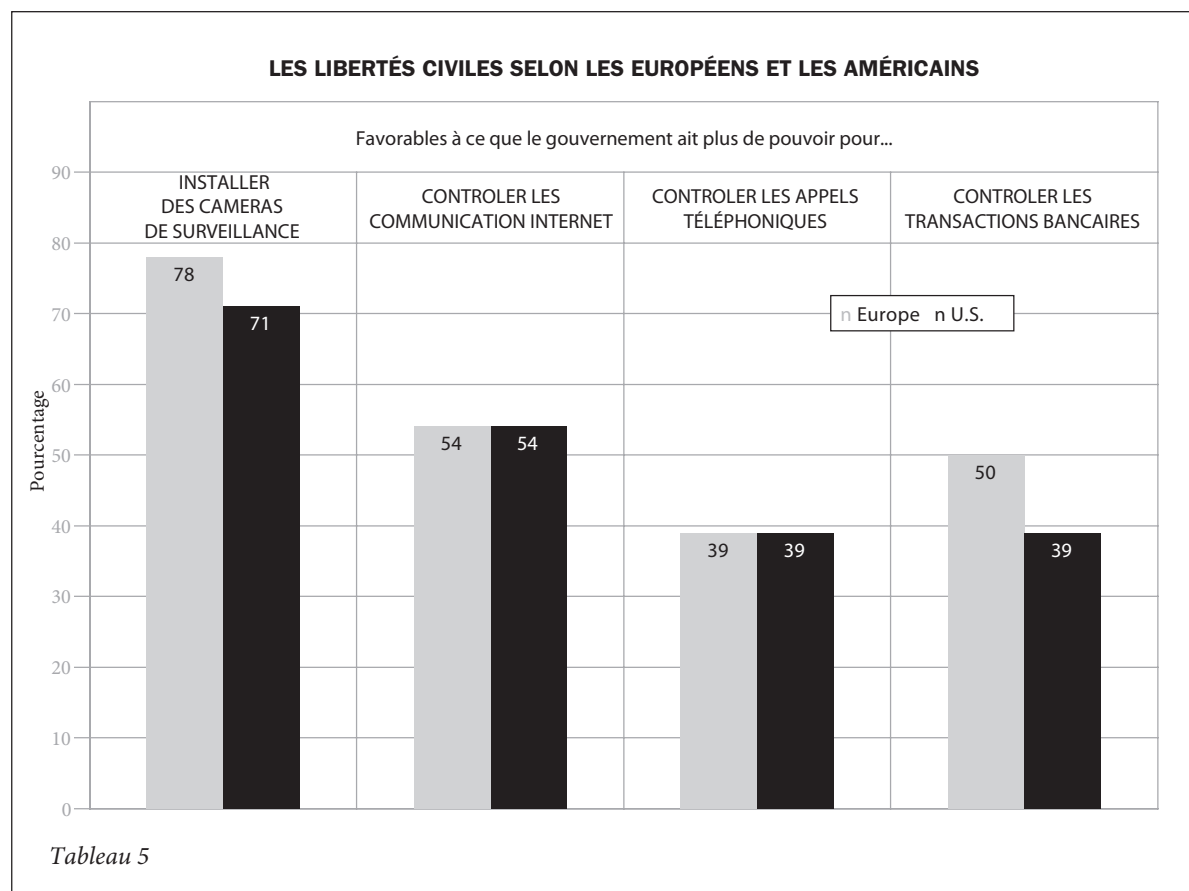
LES PERCEPTIONS AMÉRICAINES ET EUROPÉENNES CONCORDENT SUR LES MENACES INTERNATIONALES

De larges majorités — atteignant 70% des Américains et des Européens — continuent à s'accorder sur l'importance d'une série de menaces internationales dans les dix prochaines années, qui incluent le terrorisme, le fondamentalisme islamique, l'immigration, la propagation mondiale de maladies comme

la grippe aviaire, le réchauffement climatique, la croissance de la puissance chinoise et la violence et l'instabilité en Irak. La perception de toutes ces menaces est plus aiguë chez les Américains que chez les Européens, sauf pour le réchauffement de la planète. (Voir tableau 4.)

INQUIÉTUDE CROISSANTE FACE AU FONDAMENTALISME ISLAMIQUE

Depuis l'année dernière, le plus grand changement observé dans la perception des menaces concerne le fondamentalisme islamique : le pourcentage de personnes interrogées considérant le fondamentalisme islamique comme étant une menace «extrêmement importante» a augmenté de 13 points pour les Américains et de 11 points pour les Européens. En Europe, les progressions les plus importantes ont été observées au Royaume-Uni (+22 points), en Italie (+ 19 points) et en Espagne (+ 12 points).



L'IRAN EST UNE MENACE PLUS GRAVE QUE L'IRAK

Les Américains et les Européens sont plus nombreux à considérer le développement d'armes nucléaires par l'Irak comme une menace «extrêmement importante» (75% et 58% respectivement) que la violence et l'instabilité en Irak (56% et 45% respectivement). Parmi les Européens, les pourcentages les plus élevés de personnes interrogées qui considèrent la fabrication d'armes nucléaires par l'Irak comme une menace «extrêmement importante» sont relevés au Portugal (69%), en Espagne (68%), en Allemagne (67%) et en Pologne (64%). En ce qui concerne l'Irak, les plus vives inquiétudes en Europe proviennent d'Espagne (53%) et du Royaume-Uni (52%). Pour plus d'informations sur les attitudes américaines et européennes envers l'Irak, voir le chapitre ci-joint à la page 10.

LARGE CONSENSUS SUR LES LIMITES AUX LIBERTÉS CIVILES CONSENTIES DANS LE CADRE DE LA LUTTE ANTI-TERRORISTE

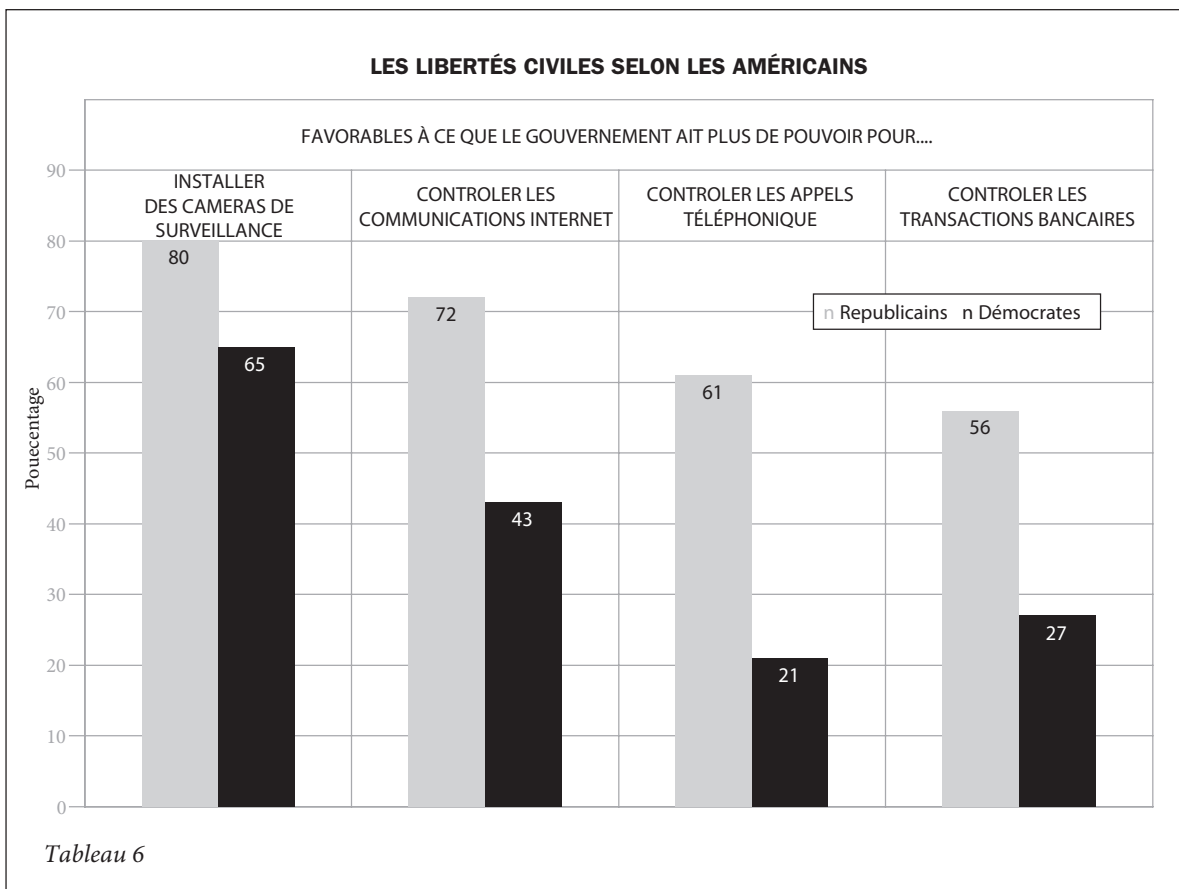
Bien que le débat public puisse nous donner à penser que les Américains et les Européens ont des points de vue différents sur les stratégies à adopter face au terrorisme, l'étude montre

un consensus des deux côtés de l'Atlantique quant à la conduite à suivre en matière de libertés civiles et de lutte anti-terroriste. Cinquante-neuf pour cent des Américains et des Européens s'opposent à l'octroi de pouvoirs accrus au gouvernement pour surveiller les appels téléphoniques au nom de la lutte contre le terrorisme. Les Américains et les Européens s'accordent également à penser que les gouvernements doivent disposer de plus de pouvoirs pour contrôler les communications sur Internet (54% des Américains et des Européens y sont favorables) et pour installer des caméras de surveillance dans les lieux publics (71% des Américains et 78% des Européens y sont favorables). Ils divergent sur la question d'accorder ou non des pouvoirs accrus pour surveiller les transactions bancaires, avec 58% des Américains qui y sont opposés et 50% des Européens qui y sont favorables. (Voir tableau 5 page 8)

DIVERGENCES ENTRE DÉMOCRATES ET RÉPUBLICAINS SUR LES LIBERTÉS CIVILES

Aux Etats-Unis, les opinions sur le pouvoir à accorder au gouvernement dans la lutte anti-terroriste divergent selon la

suite page 12



LES POINTS DE VUE AMÉRICAIN ET EUROPÉEN SUR L'IRAN

Jusqu'où Américains et Européens sont-ils prêts à soutenir leurs gouvernements sur le dossier iranien, en particulier si les négociations et une éventuelle résolution de l'ONU ne parvenaient pas à mettre un terme au programme nucléaire militaire iranien? Des questions ont été posées sur les attitudes à l'égard des initiatives actuelles visant à empêcher l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire, ainsi que sur d'autres options possibles, telle que les incitations économiques, les sanctions économiques et politiques et enfin, le recours à la force militaire si les solutions diplomatiques venaient à échouer. Les résultats nous permettent d'évaluer le soutien potentiel dont pourrait bénéficier le recours à la force au sein de l'opinion publique américaine et européenne, ainsi que sa position à l'égard d'un Iran doté de l'arme nucléaire.

DES MAJORITÉS SOUTIENNENT LES EFFORTS ACTUELS POUR EMPÊCHER L'IRAN DE SE Doter DE L'ARME NUCLÉAIRE

Soixante-dix-neuf pour cent des Américains et 84% des Européens estiment que les efforts déployés par les Etats-Unis et l'Union européenne pour empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire devraient continuer. Interrogés sur la meilleure manière de procéder, les Américains sont plus nombreux (36%) à préférer les sanctions économiques tandis que les Européens penchent plutôt pour les incitations économiques (46%). Seuls de faibles pourcentages d'Américains (15%) comme d'Européens (5%) pensent que l'intervention militaire est actuellement la meilleure solution. (Voir tableau 7)

EN CAS D'ÉCHEC DES OPTIONS DIPLOMATIQUES, LES AMÉRICAINS ET LES FRANÇAIS SOUTIENNENT UNE ACTION MILITAIRE EN IRAN

En cas d'échec des options diplomatiques, 53% des Américains qui soutiennent les efforts entrepris pour empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire seraient en faveur d'une action militaire, contre 45% des Européens. En France, en Allemagne et au Royaume-Uni, pays qui conduisent les négociations avec l'Iran au nom de l'Union européenne, 54% des Français soutiendraient également une intervention militaire si les options pacifiques

échouaient, suivis par 46% des Britanniques interrogés et 40% des Allemands. Les pourcentages les plus élevés des personnes interrogées aux Etats-Unis (36%) et en Europe (47%) pensent que les Nations Unies sont l'organisation la plus à même de traiter la question du nucléaire en Iran. C'est le cas à la fois des personnes interrogées qui accepteraient que l'Iran se munisse de l'arme nucléaire et de celles qui soutiennent la solution militaire contre l'Iran. Seuls 9% des Européens croient que les Etats-Unis sont les mieux placés pour s'occuper de la question iranienne, comparé à 22% des Américains. (Voir tableau 8 page 11)

EU3 - SOUTIEN AUX EFFORTS POUR EMPÊCHER L'IRAN QU'ACQUÉRIR L'ARME NUCLÉAIRE ET SOUTIEN À UNE INTERVENTION ARMÉE EN CAS D'ÉCHEC

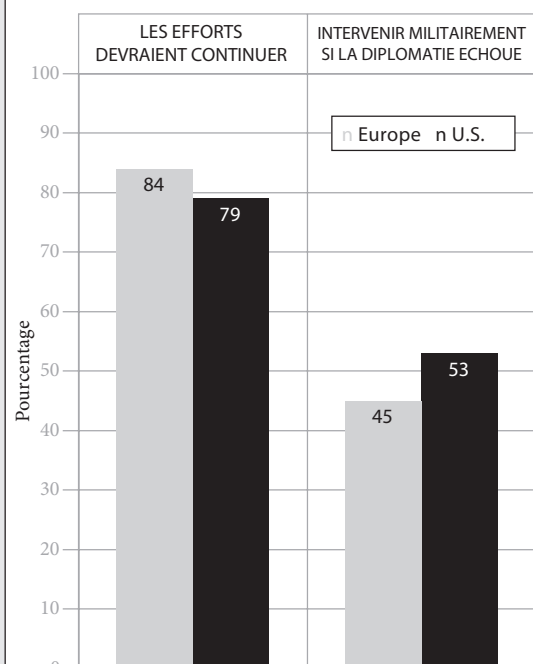
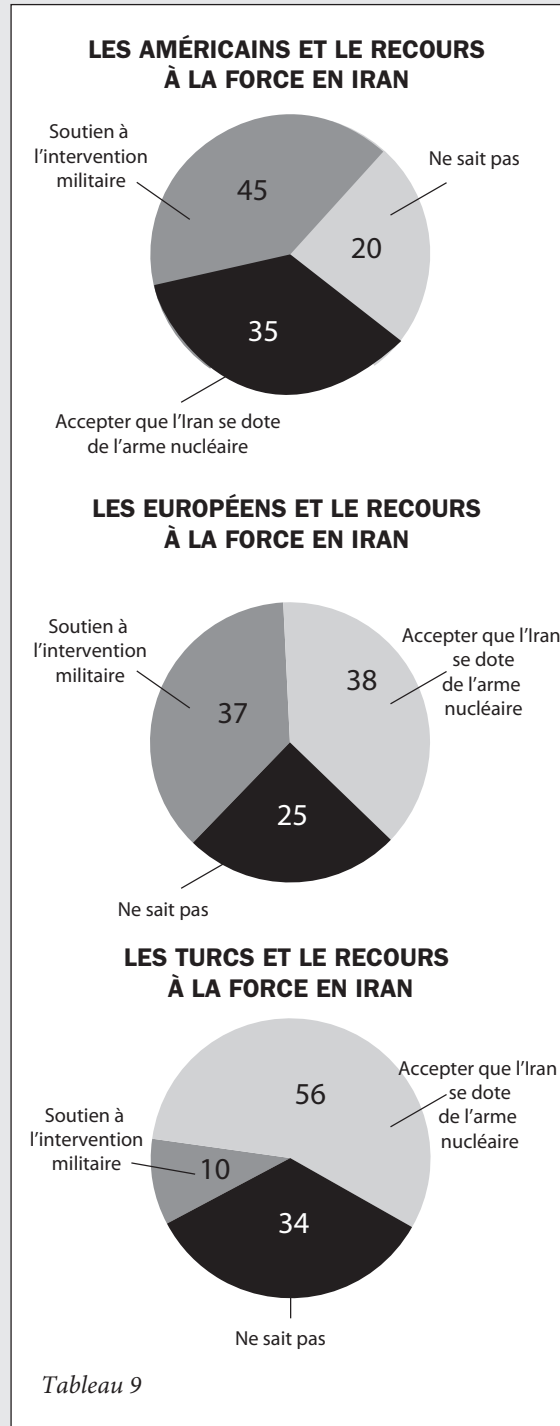
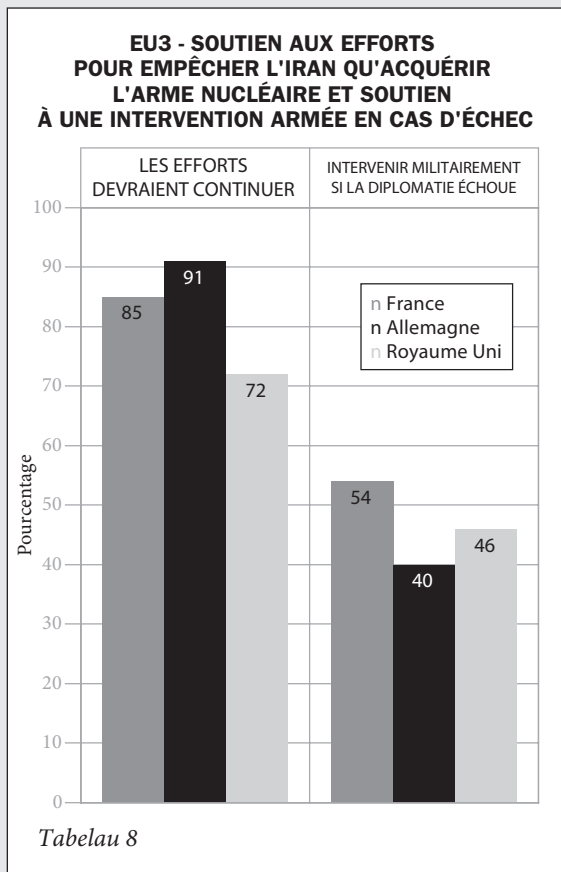


Tableau 7

CONFRONTÉS À DIFFÉRENTES OPTIONS D'INTERVENTION, LES AMÉRICAINS SONT PLUS NOMBREUX À ENVISAGER L'USAGE DE LA FORCE EN IRAN

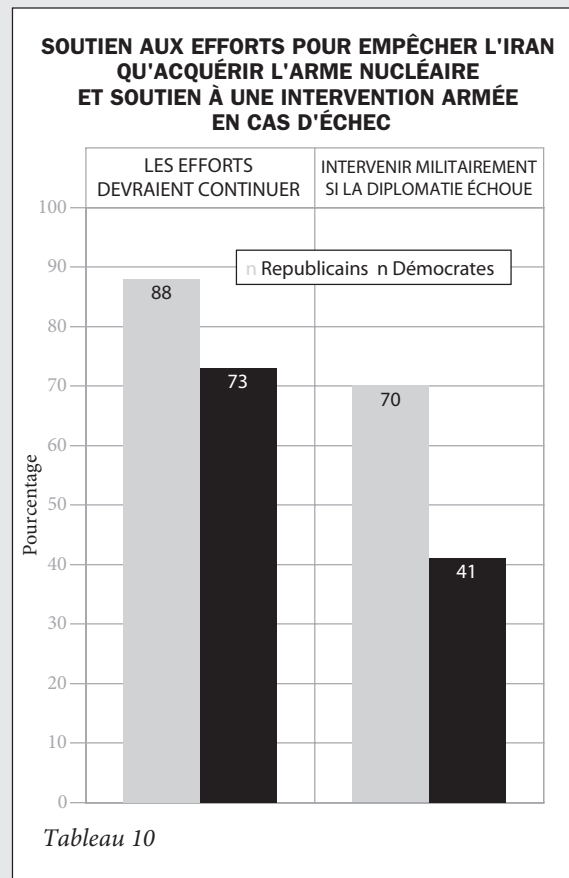
Une vue d'ensemble du soutien américain et européen aux options politiques actuelles et futures vis-à-vis de l'Iran révèle que 45% des Américains seraient favorables à l'usage de la force soit dès maintenant, soit si les solutions diplomatiques échouent, tandis que 35% des Américains accepteraient que l'Iran soit une puissance nucléaire et que 20% sont incertains de la conduite à tenir. Les Européens (E11) sont partagés de façon presque identique entre 37% qui soutiendraient l'usage de la force soit dès maintenant, soit si les solutions diplomatiques échouent, 38% qui accepteraient un Iran nucléaire, et enfin 25% qui ne savent pas quel comportement adopter. Parmi les personnes interrogées en Turquie, seules 10%



envisagent l'usage de la force soit dès maintenant, soit si les solutions diplomatiques échouent, alors que 56% accepteraient un Iran nucléaire et 34% n'ont pas d'opinion. (Voir tableau 9, page 11)

LES AMÉRICAINS S'ENTENDENT POUR CONTINUER LES EFFORTS VISANT À EMPÊCHER UN IRAN NUCLÉAIRE MAIS DIVERGENT SUR L'OPTION MILITAIRE

Aux Etats-Unis, les Démocrates tout comme les Républicains s'accordent largement à croire (73% et 88%, respectivement) que les efforts pour empêcher l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire devraient continuer, avec seulement de faibles minorités dans chaque parti qui pensent que l'action militaire est la meilleure option (15% des Démocrates et 19% des Républicains). Les partis divergent sur la conduite à tenir en cas d'échec des solutions diplomatiques : 70% des Républicains contre seulement 41% des Démocrates soutiendraient une action militaire dans ce cas. Les avis diffèrent également en fonction de la tendance politique sur la question de savoir quelle organisation est la plus à même de gérer la question des armes nucléaires iraniennes, les Démocrates étant plus nombreux à choisir les Nations Unies (46%) et les Républicains optant plutôt pour les Etats-Unis (34%). (Voir tableau 10).



suite de la page 9

tendance politique. Une majorité de Démocrates s'oppose à donner davantage de pouvoir au gouvernement pour surveiller les appels téléphoniques (78%), les communications sur Internet (55%) et les transactions bancaires (71%), tandis qu'une majorité de Républicains est en faveur de ces trois mesures (61% en faveur de la surveillance des appels téléphoniques, 72% pour la surveillance des communications sur Internet et 56% pour la surveillance des transactions bancaires). Dans chaque parti, une majorité (65% des Démocrates et 80% des Républicains) est favorable à l'idée de donner plus de pouvoir au gouvernement pour installer des caméras de surveillance dans les lieux publics. (Voir tableau 6.)

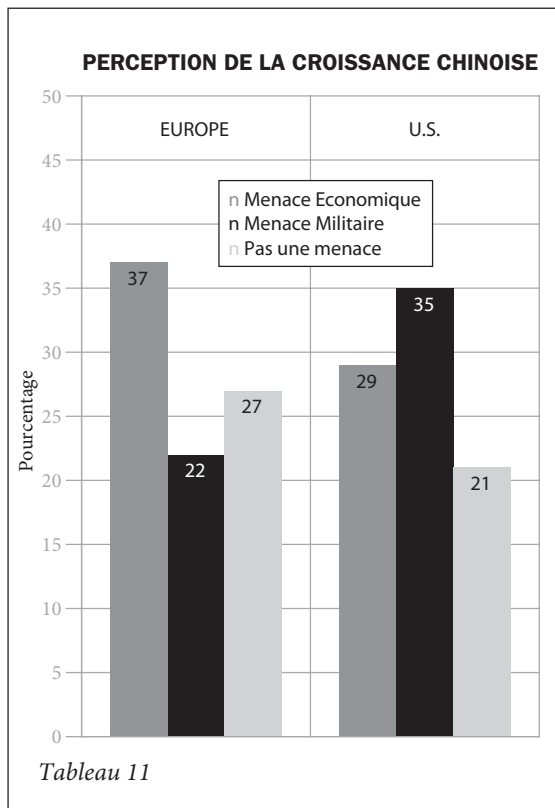
LA MONTÉE EN PUISSANCE DE LA CHINE EST PERÇUE DIFFÉREMMENT PAR LES EUROPÉENS ET LES AMÉRICAINS

Interrogés sur l'intensité de leurs sentiments à l'égard de la Chine sur une échelle graduée de 1 à 100 points, les résultats américain et européen sont pratiquement identiques (46 degrés contre 45, respectivement). En revanche, 38% des Américains, comparé à 27% des Européens, estiment que le développement de la puissance chinoise pourrait constituer une menace «extrêmement importante» dans les dix prochaines années. Aux Etats-Unis, les personnes interrogées sont davantage préoccupées par la menace que représente la croissance militaire chinoise (35%), tandis qu'en Europe, les personnes interrogées sont davantage préoccupées par la menace de la croissance

économique chinoise (37%). Parmi les pays européens, la perception de la menace de la croissance économique chinoise est la plus aigüe en France (53%), au Portugal (52%) et en Italie (51%). Aux Etats-Unis, les Démocrates sont plus inquiets de la menace que représente la croissance économique chinoise (37%) que de la menace militaire (28%) ; en revanche les Républicains sont plus inquiets de la menace militaire (42%) que de la menace économique (21%). (Voir tableau 11.)

L'IMMIGRATION CONSIDÉRÉE COMME UNE MENACE DE PART ET D'AUTRE DE L'ATLANTIQUE

Soixante-dix-neuf pour cent des Américains et 76% des Européens s'accordent à penser que l'arrivée d'un grand nombre d'immigrants dans leur pays représente une menace importante. Des deux côtés de l'Atlantique, les pourcentages de ceux qui voient l'immigration comme une menace «extrêmement importante» ont augmenté depuis 2005, passant de 35% à 42% aux Etats-Unis, et de 27% à 32% en Europe. Les Républicains de cet avis (51%) sont nettement plus nombreux que les Démocrates (29%) et en Europe, les pourcentages les plus élevés de personnes qui partagent cette opinion se retrouvent en Espagne (49% contre 28% en 2005), au Royaume-Uni (42%) et au Portugal (41%).





TRANSATLANTIC TRENDS

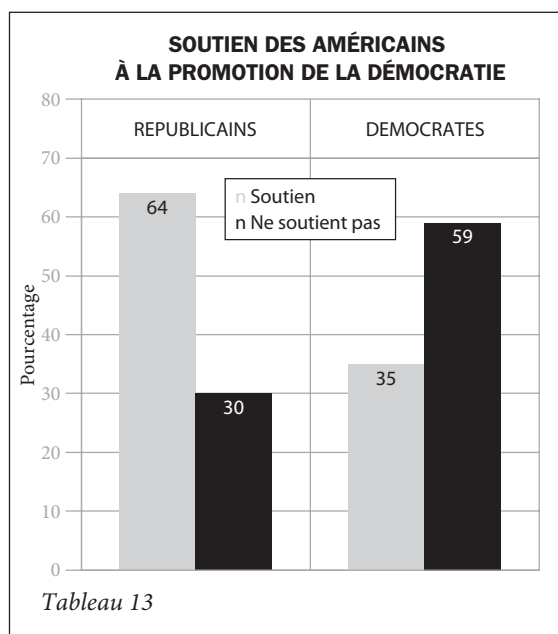
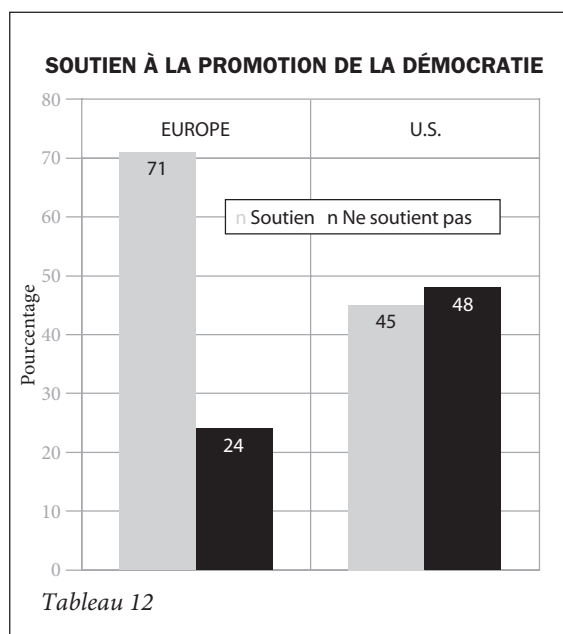
3ème partie : La promotion de la démocratie

En 2006, les Etats-Unis et l'Union européenne ont déclaré lors de leur sommet annuel: «nous reconnaissons que l'avancée de la démocratie est une priorité stratégique de notre époque». Les deux partenaires ont coopéré étroitement dans l'Ouest des Balkans sur le statut final du Kosovo, sur l'élection présidentielle contestée en Biélorussie et ont uni leurs efforts pour soulager la souffrance du Soudan. Cependant, l'élection d'un gouvernement dirigé par le Hamas en Palestine et d'un gouvernement comprenant le Hezbollah au Liban a soulevé des questions délicates sur la promotion de la démocratie au Moyen-Orient et la compatibilité entre islam et démocratie, sujet complexe lié aux perceptions de la religion et de l'Etat. En 2005, *Transatlantic Trends* avait montré que les Européens étaient davantage en faveur de la promotion de la démocratie que les Américains, mais que tous préféraient nettement les options civiles. L'enquête de cette année a pour objectif de vérifier si cette tendance perdure, et de mesurer le degré d'engagement de l'opinion publique sur cette

question, en particulier au regard des défis du Moyen-Orient.

LE SOUTIEN AMÉRICAIN À LA PROMOTION DE LA DÉMOCRATIE S'ATTÉNUÉ

Lorsqu'on leur demande si aider à établir la démocratie dans d'autres pays devrait faire partie des rôles de l'Union européenne, les Européens acquiescent à 71%, un résultat pratiquement inchangé depuis 2005. En revanche, 45% des Américains approuvent lorsqu'on leur demande si cela devrait être le rôle des Etats-Unis, soit une diminution de sept points par rapport à l'an dernier. Comme en 2005, la répartition selon l'appartenance politique montre une importante scission, avec seulement 35% des Démocrates qui adhèrent à cette idée contre 64% des Républicains. Ces pourcentages reflètent une diminution du soutien dans les deux partis (- 8 points chez les Démocrates et - 12 points chez les Républicains). (Voir tableaux 12 et 13).



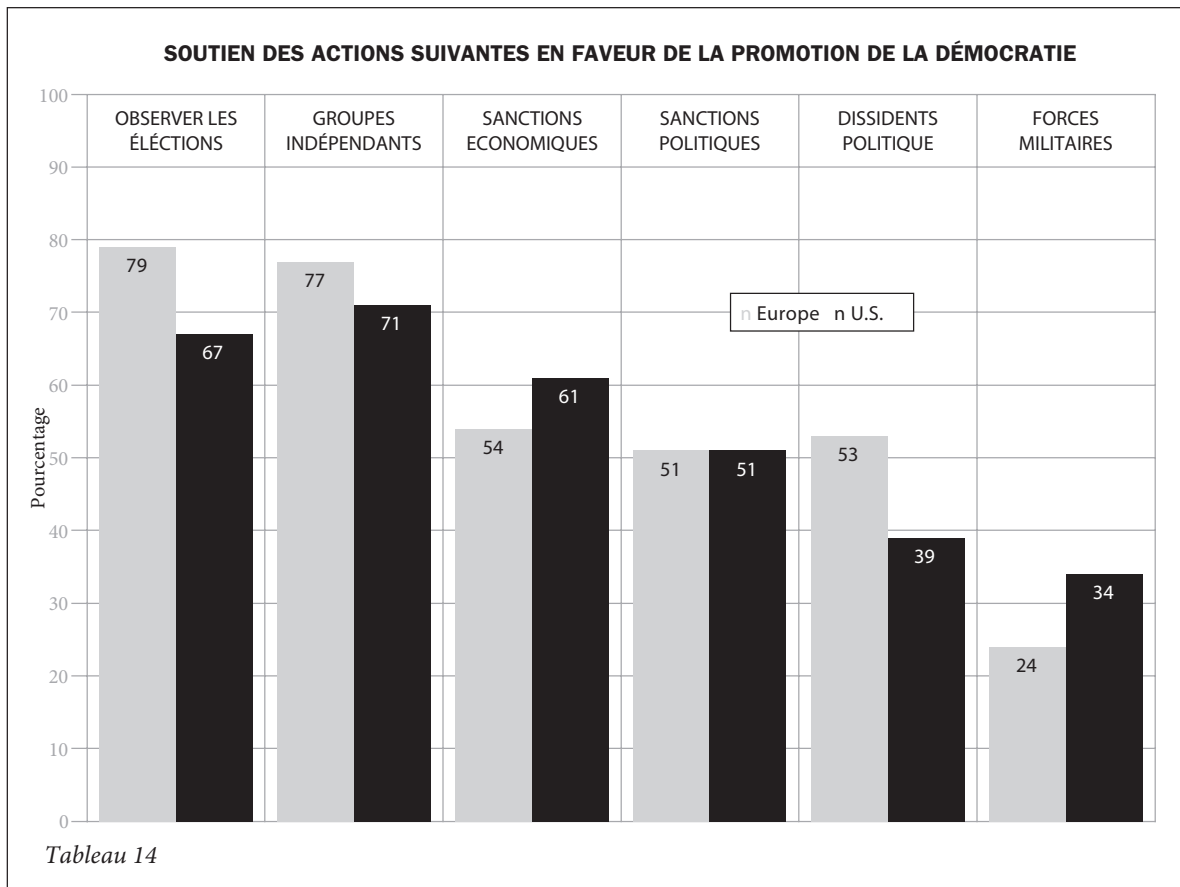
⁷ Déclaration faite au sommet de Vienne, sommet UE - Etats-Unis, 21 juin 2006. http://ec.europa.eu/comm/external_relations/us/sum06_06/docs/decl_final_210606.pdf

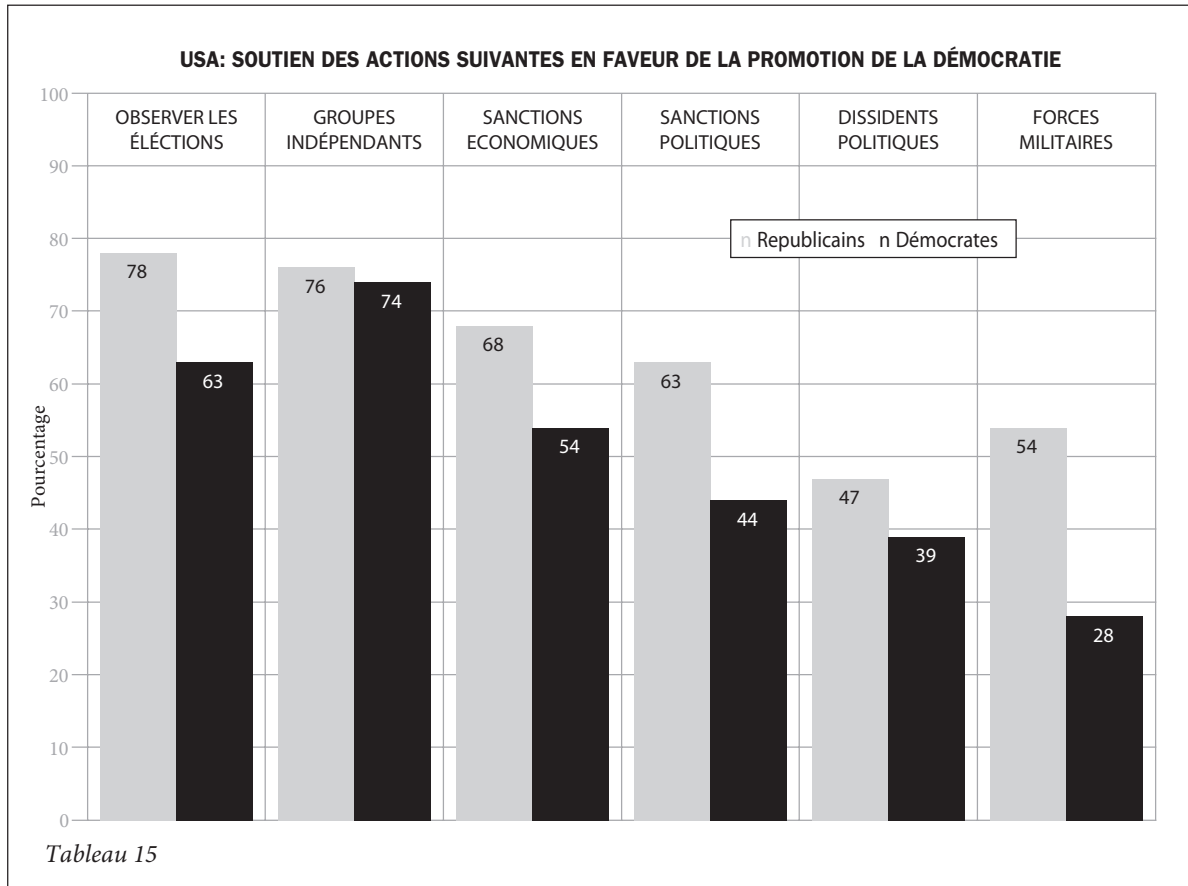
BAISSE DU SOUTIEN AU RECOURS À LA FORCE POUR PROMOUVOIR LA DÉMOCRATIE

Lorsqu'on leur demande s'ils seraient favorables à une ou plusieurs solutions politiques pour promouvoir la démocratie, les Américains et les Européens montrent une nette propension à choisir les options les moins radicales, comme l'observation des élections (79% des Européens, 67% des Américains) et le soutien à des groupes indépendants tels que des syndicats, des associations pour la défense des droits de l'Homme et des groupes religieux (77% des Européens, 71% des Américains). Les solutions plus radicales, comme les sanctions économiques, le soutien aux dissidents politiques, les sanctions politiques et l'usage de la force perdent du terrain. Ces pourcentages varient peu par rapport à l'année dernière, à l'exception du soutien à l'intervention militaire, qui a baissé de huit points en Europe pour atteindre 24%. Aux Etats-Unis, le soutien à l'intervention militaire diffère fortement, cette année encore, en fonction de l'appartenance politique, avec 28% des Démocrates et 54% des Républicains qui y sont favorables. (Voir tableaux 14 et 15, page 16).

PROMOUVOIR LA DÉMOCRATIE SAUF SI CELA ABOUTIT À L'ÉLECTION DE FONDAMENTALISTES ISLAMIQUES

Cinquante-neuf pour cent des Américains et 60% des Européens continueraient à promouvoir la démocratie même si les pays concernés étaient plus susceptibles de s'opposer aux politiques des Etats-Unis ou de l'Union européenne. Quant à la question d'aider un pays à devenir plus démocratique même s'il y a une forte probabilité que ses citoyens élisent un chef fondamentaliste islamique, 53% des Américains y sont favorables, contre 33% des Européens. Soulignons que 54% des Turcs interrogés y sont favorables, soit un pourcentage presque identique à celui des Américains.





INCOMPATIBILITÉ ENTRE ISLAM ET DÉMOCRATIE LIÉE À L'EXISTENCE DE CERTAINS GROUPES ISLAMIQUES SPÉCIFIQUES

Cinquante-six pour cent des Américains et des Européens (E12) estiment que les valeurs de l'islam sont incompatibles avec les valeurs démocratiques de leur pays. Les pourcentages les plus élevés parmi les Européens apparaissent en Allemagne (67%), en Slovaquie (63%), en Espagne et en Italie (62%). Quarante-cinq pour cent des personnes interrogées en Turquie considèrent que les valeurs de l'islam sont incompatibles avec la démocratie, ce qui reflète sans doute le long débat sur le sécularisme dans

ce pays. Soixante pour cent à la fois des Américains et des Européens (E12) qui partagent cette opinion pensent que le problème vient de certains groupes islamiques en particulier et non de l'islam en général. Tandis que la plus grande partie des Démocrates et des Républicains estiment les valeurs de l'islam incompatibles avec les valeurs démocratiques, les Républicains sont plus nombreux à partager ce point de vue (67%) que les Démocrates (47%). 66% de Démocrates et 59% de Républicains disent que le problème vient de certains groupes islamiques en particulier.



4ème partie : Une période d'introspection en Europe

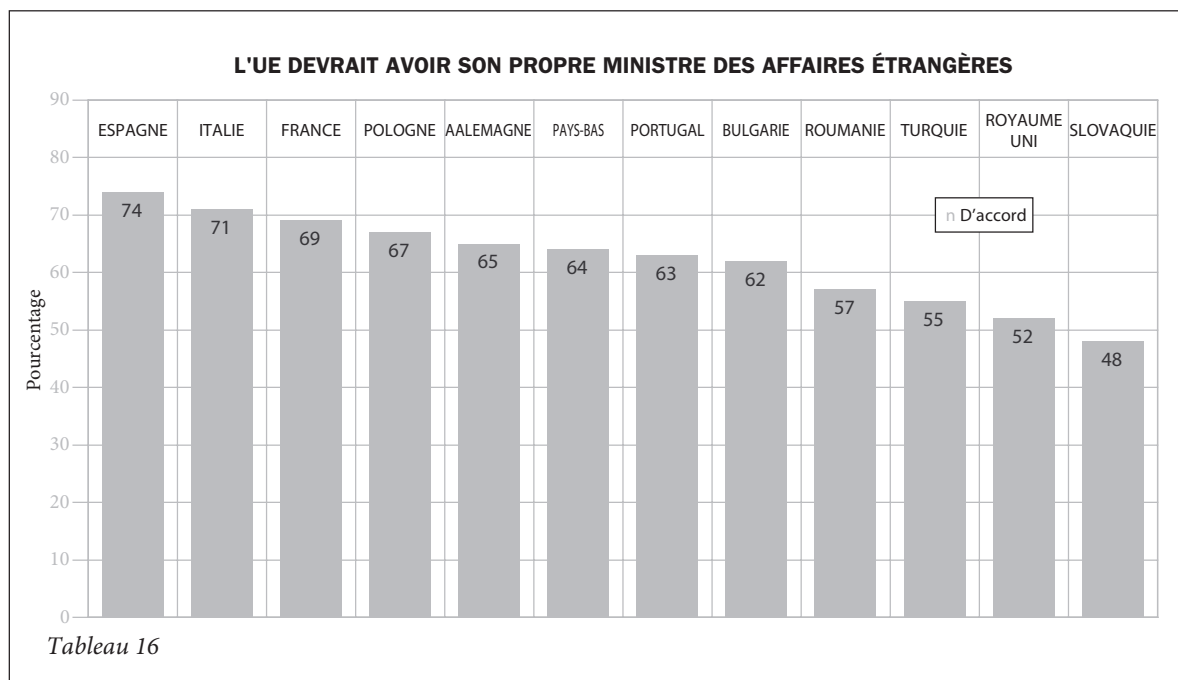
Depuis le rejet du traité constitutionnel en France et aux Pays-Bas en 2005, l'Union européenne s'est trouvée dans une période d'introspection sur son avenir. Les émeutes de l'automne dernier en France ont soulevé des questions sur le multiculturalisme et les perspectives économiques européennes. Les experts politiques ont discuté de la «fatigue de l'élargissement», en se demandant si l'Union européenne pouvait continuer à admettre de nouveaux membres à ses frontières et rester malgré tout un acteur international cohérent. Les perspectives d'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie à l'Union européenne se sont précisées et la Turquie et la Croatie ont été invitées à entamer les négociations. Parallèlement, la question du temps de préparation nécessaire à l'intégration à la Turquie était soulevée. A leur tour, les représentants politiques turcs ont averti que les frustrations créées par la question de l'accession de la Turquie à l'UE pouvaient détourner la Turquie de l'Union européenne et de l'Occident. Comment ces préoccupations et ces débats largement répandus ont-ils influencé les attitudes à

l'égard du rôle de l'Union européenne sur la scène internationale? Etant donné le soutien important à l'intérieur des pays de l'Union européenne à un leadership fort de l'UE sur la scène internationale, les Européens souhaitent-ils jouer un rôle militaire sur le plan international? Les citoyens Européens sont-ils aussi sceptiques que leurs dirigeants quant à l'élargissement futur?

LE SOUTIEN À UN FORT LEADERSHIP DE L'UNION EUROPÉENNE RESTE FORT, MAIS DÉCLINE PARMIS LES MEMBRES FONDATEURS

Dans l'ensemble, le soutien à l'idée de l'Union européenne exerçant un fort leadership dans les affaires internationales est resté très important depuis 2002, avec 81% des personnes interrogées qui l'estimaient souhaitable en 2002 et 76% qui pensent la même chose en 2006. Néanmoins, l'intensité de ce soutien a diminué considérablement dans certains des Etats membres fondateurs de l'Union européenne: le pourcentage de

suite page 20



LA TURQUIE SE DÉTOURNE-T-ELLE DE L'OCCIDENT?

Le Ministre turc des Affaires étrangères Abdullah Gül a récemment averti du risque que la Turquie se détourne de ses alliés traditionnels à l'Ouest, que «les personnes modérées et tolérantes [en Turquie] deviennent anti-américaines et anti-européennes», particulièrement «les personnes jeunes, dynamiques, éduquées et économiquement actives.» Bien que l'Union européenne ait invité la Turquie à entamer les négociations d'adhésion en octobre 2005, les premiers pas ont été marqués par une frustration liée à la situation non résolue de Chypre et le scepticisme du public quant à la candidature de la Turquie, exprimé par certains hommes politiques européens. Le sentiment que la Turquie n'était pas la bienvenue a été renforcé par la modification de la constitution française en 2004 visant à rendre obligatoire un référendum pour les futurs élargissements après l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie. Les relations officielles américano-turques ont été tendues et la Turquie a souvent exprimé ses inquiétudes face à l'instabilité à ses frontières avec l'Irak et face à la politique américaine au Moyen-Orient. En cette période d'incertitude sur l'avenir de la Turquie dans l'Union européenne et sur les relations à ses frontières, quelles tendances pouvons-nous observer dans l'opinion publique?

UN REFROIDISSEMENT DE LA TURQUIE À L'ÉGARD DES ETATS-UNIS ET DE L'UNION EUROPÉENNE, UN RÉCHAUFFEMENT À L'ÉGARD DE L'IRAN

Les sentiments turcs envers les Etats-Unis et l'Europe se sont refroidis depuis 2004, enregistrant une baisse de 28 degrés en 2004 à 20 degrés en 2006 sur une échelle «graduée de 1 à 100 envers les Etats-Unis, et de 52 degrés à 45 degrés envers l'Union européenne. Au cours de la même période, les sentiments turcs envers l'Iran se sont réchauffés, passant de 34 degrés à 43 degrés, et ceux envers les Palestiniens se sont refroidis, passant de 52 degrés à 47 degrés. (Voir tableau 17.)

LA JEUNESSE TURQUE PLUS FAVORABLES AUX ETATS-UNIS ET À L'UNION EUROPÉENNE

La jeunesse turque exprime toutefois des sentiments plus

positifs à l'égard des Etats-Unis et de l'Union européenne que la moyenne nationale, la température atteignant chez les 18 - 24 ans 27 degrés envers les Etats-Unis et 48 degrés envers l'Union européenne. Dans l'ensemble, les sentiments favorables aux Etats-Unis et à l'Union européenne sont en corrélation négative avec l'âge, montrant que les jeunes ne sont pas plus anti-américains ou anti-européens que les

THERMOMÈTRE - SENTIMENTS DES TURQUES À L'ÉGARD DES AUTRES PAYS

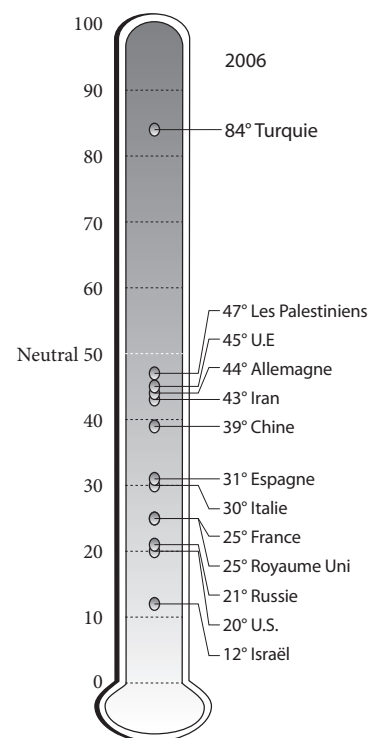


Tableau 17

⁸ "Anti-west backlash is gaining peace, warns Turkish minister", *Financial Times*, 20 juillet 2006, page 11.

générations plus âgées.

DÉCLIN DU SOUTIEN À L'ADHÉSION À L'UNION EUROPÉENNE EN TURQUIE

Même si une majorité des personnes interrogées en Turquie continuent à considérer l'adhésion comme une bonne chose, leur pourcentage a chuté chaque année,

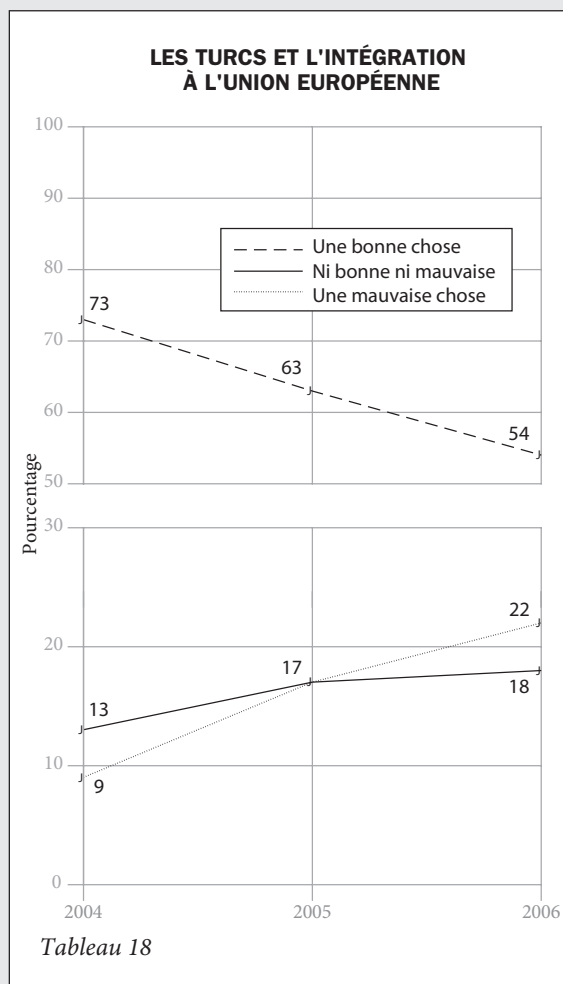
passant de 73% en 2004 à 54% en 2006, tandis que le pourcentage des Turcs interrogés qui considèrent l'adhésion de la Turquie comme une mauvaise chose a augmenté de 9% à 22% au cours de la même période. (Voir tableau 18).

LA TURQUIE EST PARTICULIÈREMENT CRITIQUE ENVERS BUSH ET NÉGATIVE ENVERS LE LEADERSHIP DE L'UNION EUROPÉENNE

Parmi les pays européens, la Turquie est celui qui désapprouve le plus la politique internationale du président Bush, avec seulement 7% des personnes interrogées qui l'approuvent et 81% qui la désapprouvent. C'est également en Turquie que nous avons relevé la plus forte opposition au leadership des Etats-Unis sur la scène internationale, 56% des personnes interrogées qualifiant le leadership américain de «pas du tout souhaitable». De même, le soutien turc à un fort leadership de l'Union européenne dans les affaires internationales a également chuté, de 50% en 2005 à 35% en 2006.

UN TASSEMENT DU SOUTIEN TURC À L'OTAN

Alors que 53% des personnes interrogées en Turquie en 2004 et 52 % en 2005 pensaient que l'OTAN était toujours essentielle pour la sécurité de la Turquie, elles ne sont plus que 44% à être de cet avis en 2006. Ce pourcentage, même s'il ne représente plus la majorité, reste le plus élevé obtenu parmi les Turcs interrogés.



suite de la page 17

Français qui répondent que le leadership de l'Union européenne est «très souhaitable» est passé de 40% en 2002 à 24% en 2006. De même en Italie, ce pourcentage a chuté de 53% en 2002 à 31% en 2006 et aux Pays-Bas de 42% à 36% en 2006. Seule l'Allemagne, parmi les membres fondateurs interrogés, est restée constante avec 27% en 2002 et 31% en 2006.

LARGE SOUTIEN EN FAVEUR D'UN MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES POUR L'UNION EUROPÉENNE

Soixante-cinq pour cent des Européens s'accordent pour dire que l'Union européenne devrait avoir son propre ministre des Affaires étrangères – l'une des réformes principales proposées dans le traité constitutionnel - même si leur pays peut ne pas être toujours d'accord avec les positions qu'il adopterait. Ce soutien est le plus élevé en Espagne (74%) et en Italie (71%) et le moins élevé en Slovaquie (48%) et au Royaume-Uni (52%). (Voir tableau 16, page 17).

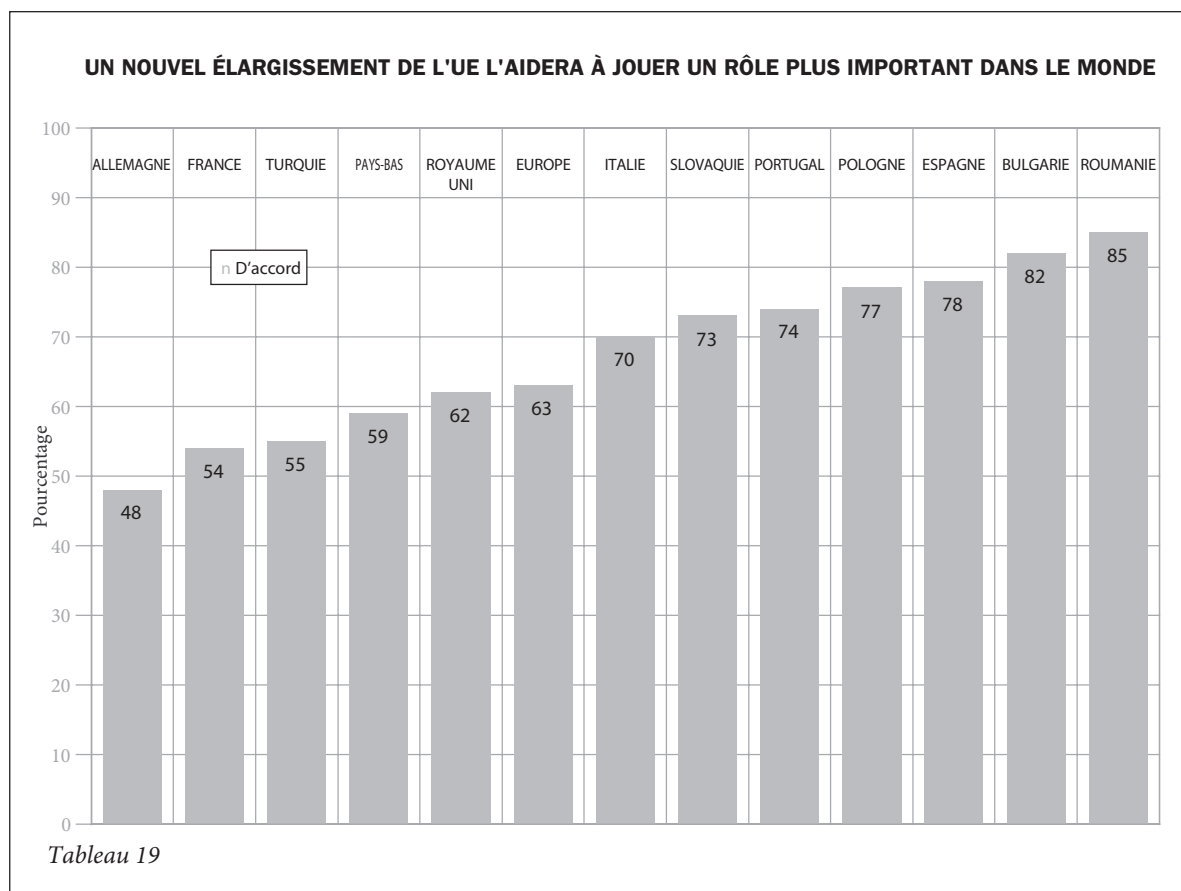
DES POINTS DE VUE CONCURRENTS SUR LA FAÇON DE GÉRER LES PROBLÈMES INTERNATIONAUX

46% des Européens interrogés sont en faveur d'un renforcement

de la puissance militaire de l'Union européenne afin qu'elle joue un rôle plus important dans le monde et 51% sont contre. Comme l'ont suggéré les précédentes enquêtes *Transatlantic Trends*, ce désaccord reflète des points de vue concurrents sur le rôle de l'Union européenne en tant qu'acteur des relations internationales, entre les Européens pour qui l'Union européenne devrait développer sa puissance militaire et ceux qui pensent que l'Union européenne devrait se concentrer sur son pouvoir économique. Le plus large soutien à un renforcement du pouvoir militaire de l'UE provient du Portugal (68%), de la France (56%) et de la Pologne (51%), le plus faible soutien provient d'Allemagne (35%).

LES EUROPÉENS PENSENT QU'UN NOUVEL ÉLARGISSEMENT AIDERA L'UNION EUROPÉENNE À JOUER UN RÔLE PLUS IMPORTANT SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

La majorité des Européens considère qu'un futur élargissement de l'Union européenne l'aidera à jouer un rôle plus important sur la scène internationale (63%). Les plus nombreux à être de cet avis sont les ressortissants de pays ayant entamé les négociations



d'adhésion à l'Union européenne, à savoir la Roumanie (85%) et la Bulgarie (82%), suivis par l'Espagne (78%), la Pologne (77%), le Portugal (74%) et la Slovaquie (73%). De même, une majorité d'Européens pense qu'un nouvel élargissement favorisera la paix et la démocratie à ses frontières (62%). Toutefois, une majorité d'Européens est d'avis qu'un élargissement ultérieur rendra l'émergence d'une identité européenne commune encore plus difficile (58%). (Voir tableau 19, page 21).

LES «NOUVEAUX» MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE NE FORMENT PAS UN BLOC COHÉRENT

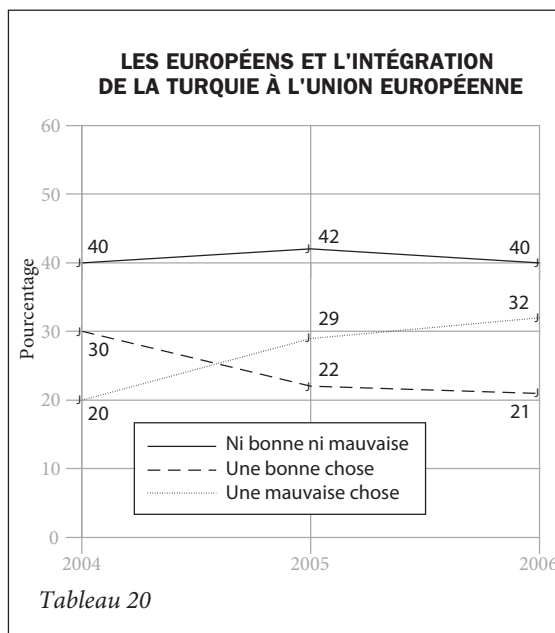
Les nouveaux et les futurs membres de l'Union européenne interrogés – la Bulgarie, la Pologne, la Slovaquie et la Roumanie – n'apparaissent pas comme un groupe ayant des points de vue sur l'Union européenne ou les Etats-Unis qui diffèrent de manière significative des moyennes européennes. Le pourcentage de Polonais et de Roumains qui soutiennent fortement le leadership de l'Union européenne dans les affaires internationales (70% et 66%, respectivement) est proche de la moyenne européenne de 76%, tandis que les pourcentages sont plus faibles en Bulgarie et en Slovaquie (56% et 50%, respectivement). Pourtant, la Pologne et la Roumanie affichent le soutien le plus important à la politique du président Bush (40% et 42%, respectivement), alors que la Bulgarie et la Slovaquie (20% et 23%, respectivement) sont plus proches de la moyenne européenne de 18%.

DES OPINIONS PLUTÔT NÉGATIVES SUR L'ADHÉSION DE LA TURQUIE À L'UNION EUROPÉENNE

Lorsqu'on leur demande si l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne serait une bonne chose, une mauvaise chose ou bien ni bonne ni mauvaise, la plus grande partie des Européens continuent à penser que ce ne serait ni bon ni mauvais (40%, un chiffre inchangé depuis 2004). Parmi ceux qui ont une opinion, il y a pourtant eu une inversion dans les pourcentages: ceux qui voient l'adhésion de la Turquie comme une bonne chose ont diminué chaque année passant de 30% en 2004 à 21% en 2006, et ceux qui voient l'adhésion de la Turquie comme une mauvaise chose ont progressé de 20% en 2004 pour atteindre 32% en 2006. Les augmentations les plus importantes des avis négatifs depuis 2004 apparaissent en Slovaquie (+ 21 points), aux Pays-Bas (+ 18 points), en Allemagne et en Espagne (+ 14 points chacun). (Voir tableau 20).

Les Américains continuent à soutenir un fort leadership de l'Union européenne

Les Américains persistent dans leur attitude positive à l'égard de l'Union européenne et continuent de soutenir un fort leadership européen dans les affaires internationales. Les Américains affichent une progression de leur sentiment favorable envers l'Union européenne de 53 degrés à 60 sur une échelle graduée



de 1 à 100 entre 2002 et 2006. Soixante-seize pour cent des Américains se prononcent également en faveur d'un fort leadership de l'Union européenne sur le plan international en 2006 (pourcentage presque inchangé par rapport à 79% en 2002). Nous n'avons pas décelé de divergences selon l'affiliation partisane sur ce sujet puisque 75% des Républicains et des Démocrates partagent cette opinion.



TRANSATLANTIC TRENDS

5ème partie : Conclusion

Même si l'image des Etats-Unis ne s'est pas améliorée auprès des Européens, Transatlantic Trends révèle cette année que les points de vue américain et européen sur les menaces et défis internationaux pourraient ne pas être si éloignés l'un de l'autre. Les inquiétudes à l'égard du fondamentalisme islamique et du terrorisme se sont accrues des deux côtés de l'Atlantique au cours de l'année passée. Les efforts pour empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire bénéficient d'un appui soutenu, bien que des divergences verront probablement le jour si l'intervention militaire devient une solution sérieusement envisageable. L'Iran peut offrir une bonne occasion pour l'Union européenne de mettre en œuvre une politique étrangère commune, l'opinion publique étant relativement homogène, même si les Européens restent divisés sur les implications d'une Union européenne plus présente sur la scène internationale. Américains et Européens effectuent un arbitrage similaire entre respect des libertés civiles et lutte contre le terrorisme, mais un examen plus détaillé des résultats aux Etats-Unis montre des variations significatives entre Républicains et Démocrates. La montée en puissance de la Chine est envisagée différemment puisque les Américains sont plus inquiets que les Européens d'une éventuelle menace militaire. Américains et Européens sont préoccupés par la question de la compatibilité entre islam et démocratie et estiment que le problème provient de groupes islamiques particuliers.

Cet automne, les Etats-Unis et leurs alliés européens discuteront de l'avenir de l'OTAN au sommet de Riga, à l'heure où nous observons une diminution notable du soutien de l'opinion publique à l'alliance en Europe. Cette constatation est peut-être la plus inquiétante car elle s'observe dans des pays traditionnellement fortement partisans de l'OTAN, à savoir l'Allemagne, l'Italie, la Pologne et la Turquie. Comme d'autres enquêtes l'ont montré, le soutien du public à l'OTAN a déjà connu des périodes de déclin comparables (crise des missiles Pershing en 1981, fin de la guerre froide en 1989 et guerre dans les Balkans au milieu des années 90) et les a surmontées, et le peut encore.

Les tendances en Turquie offrent un tableau qui donne à réfléchir. Les Turcs interrogés semblent prendre leurs distances par rapport aux Etats-Unis et à l'Union européenne et se tourner vers l'Iran. Depuis 2004, le soutien à l'OTAN a diminué chaque année, tout

comme le soutien à l'adhésion à l'Union européenne. Néanmoins, ces tendances ne se sont pas traduites par des attitudes plus critiques de la jeune génération en Turquie, qui affiche l'attitude la plus positive tant vis-à-vis de l'OTAN que de l'adhésion à l'Union européenne. Les politiques américaine et européenne à l'égard de la Turquie, à un moment où les frustrations se multiplient concernant son adhésion à l'Union européenne et l'instabilité à ses frontières, peuvent s'avérer cruciales pour les perspectives de coopération transatlantique au Moyen-Orient.

Pour l'avenir, l'écart entre l'amélioration des relations transatlantiques signalée au niveau officiel et les sentiments négatifs persistant au sein des opinions publiques européennes, reflète peut-être simplement un décalage dans la perception du changement, surtout si les leaders politiques continuent à exprimer leur souhait d'oublier l'amertume liée à l'Irak. D'autre part, la persistance des sentiments défavorables au président Bush chez les Européens peut indiquer que leur opinion est faite et qu'ils n'en changeront éventuellement qu'avec un nouveau président après 2008. Nous avons étudié les divergences d'opinions entre les pays européens pour avoir un aperçu de l'opinion publique sur une série de sujets. Il existe également des différences en fonction de la tendance politique et parmi les hommes politiques européens, mais ces sujets sont étudiés dans une autre enquête liée à celle-ci. L'opinion publique n'est que l'un des nombreux facteurs qui façonnent la politique étrangère, un facteur influent dans certains cas, notamment lors d'élections. Nous devrions rester particulièrement attentifs aux élections de mi-mandat cet automne aux Etats-Unis et aux élections présidentielles de l'année prochaine en France, alors que les représentants politiques essaieront d'évaluer les positions de l'opinion publique., cons

⁹ Sondage des élites européennes, un projet de la Compagnia di San Paolo. Pour l'ensemble des données et l'analyse complète, consulter le site www.affarinternazionali.it



TRANSATLANTIC TRENDS

Notes



TRANSATLANTIC TRENDS

Notes

MÉTHODOLOGIE:

TNS Opinion a été chargé de conduire l'enquête par le biais d'entretiens téléphoniques assistés par ordinateur (CATI - Computer Assisted Telephone Interviews) dans tous les pays, à l'exception de la Bulgarie, la Pologne, la Slovaquie, la Roumanie et la Turquie où une pénétration téléphonique plus faible a nécessité des entretiens face-à-face. Dans tous les pays, un échantillon aléatoire d'environ 1000 hommes et femmes, âgés de 18 ans ou plus, a été interrogé. Les entretiens se sont déroulés du 6 au 24 juin 2006.

Pour les résultats basés sur les échantillons nationaux dans chacun des treize pays sondés, on peut affirmer à 95 % que la marge d'erreur imputable à l'échantillonnage et à d'autres effets aléatoires est de plus ou moins trois points de pourcentage. Pour les résultats basés sur l'échantillon européen total (n=12.044), la marge d'erreur est de plus ou moins un point de pourcentage. Le taux de réponse moyen pour les 13 pays sondés était de 23,4 %.

Les chiffres au niveau européen sont pondérés sur la base de la taille de la population adulte dans chaque pays. Sauf indication contraire, les données comparatives sont reprises de "Transatlantic Trends 2003-2005" et/ou "Worldviews 2002". (www.transatlantictrends.org).

Lorsque le traitement des données de l'enquête est terminé, celles-ci sont confiées à l'Inter-University Consortium for Political and Social Research de l'Université du Michigan (ICPSR) et peuvent être consultées par les chercheurs et toute autre partie intéressée. Au moment de l'impression, les données des années 2002 à 2004 sont disponibles à l'ICPSR. Pour plus d'informations, veuillez consulter le catalogue de l'ICPSR sur www.icpsr.umich.edu.

REMARQUE SUR LES MOYENNES EUROPÉENNES

Au fil du temps, l'enquête a englobé d'autres pays européens. Bien que l'ajout de nouveaux pays ait modifié la moyenne européenne, son impact n'a généralement pas été statistiquement significatif. C'est pourquoi, par souci de clarté, nous avons traité plusieurs moyennes différentes comme si elles faisaient partie d'une seule moyenne: les moyennes EU6 et EU7 sont comprises dans la moyenne EU9 dans tout le rapport et la moyenne E10 est comprise dans la moyenne E12. Pour plus d'informations sur la composition des moyennes européennes, veuillez vous reporter au tableau ci-dessous.

TABLEAU DES MOYENNES EUROPÉENNES

ANNÉE	MOYENNE	PAYS
2002	EU6	France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Pologne, et le Royaume Uni
2003	EU7	Idem EU6 plus le Portugal
2004-2006	EU9	Idem EU7 plus la Slovaquie et l'Espagne
2004-2005	E10	Idem EU9 plus la Turquie
2006	E11	Idem EU9 plus la Bulgarie et la Roumanie
2006	E12	Idem E10 plus la Bulgarie et la Roumanie



TRANSATLANTIC TRENDS

www.transatlantictrends.org

Un projet du German Marshall Fund of the United States et de la Compagnie di San Paolo, avec le soutien de Fundação Luso-Americana, Fundación BBVA, et la Tipping Point Foundation